



CARREFOUR D'ANIMATION ET

DE PARTICIPATION À UN MONDE OUVERT

435 Du Roi, Québec, QC G1K 2X1

418-525-6187 poste 221 / carrefour@capmo.org



ÇA ROULE AU CAPMO

www.capmo.org

Septembre 2025

Vol. 27, n° 1

Besoin de rénovation

Depuis que chacun poursuit son propre rêve sans égard aux autres, il est difficile d'agir de manière concertée. Pour avancer ensemble, nous avons besoin d'une vision rassembleuse et non dichotomique de la dignité humaine. Nous devrions adopter comme base éthique universelle, le respect des peuples et des nations.

Certains philosophes constatent que l'Occident, les pays riches, se situent dans le temps court, sans référence au passé ni au futur, embourbés dans l'immédiat et la courte vue des smartphones qui ont conquis l'imaginaire ainsi que le temps de la réflexion et de l'introspection.

N'ayant plus d'appartenance envers l'humanité, ni la nature d'ailleurs, nous trouvons normal de renverser des gouvernements qui ne plaisent pas aux intérêts de nos multinationales. Notre conscience est endormie dans un mauvais rêve et l'avenir nous fait peur. Ne cherchant qu'à satisfaire notre désir insatiable de liberté, nous ne défendons plus que notre confort matériel.

N'est-ce pas pitoyable d'en être rendu là comme civilisation? Fermant notre cœur aux réfugiés, souvent ici en raison de nos politiques néocoloniales extractivistes et de nos guerres pour faire avorter les projets d'émancipation nationale en faveur de la majorité, nous préférons sombrer dans l'oubli de l'autre.

Le plus triste de cette débâcle de l'Occident qui a tout misé sur le dieu argent en se drapant de beaux principes qu'il n'a jamais appliqués, c'est son hypocrisie, un mot inventé pour décrire les empires qui pillent et mentent pour toujours s'enrichir sur le dos des autres peuples, puis sur les leur lorsque le pillage devient moins rentable.

Derrière tout cela, il y a cette propagande guerrière pour nous faire oublier l'environnement et l'inévitable changement climatique qui se produit sous nos yeux. Les puissants croient qu'ils vont sauver leur vie avec de l'argent, mais quel est le sens d'une vie aussi médiocre, repliée sur ses peurs et ses angoisses du manque. En ce sens, l'étalage de la richesse ne serait qu'une façon de tourner le

dos au vide abyssale qui les tourmentent. L'apparat de la richesse servant à la fois de distraction et d'attraction pour la plèbe.

Nous avons besoin d'un nouveau contrat social à l'échelle planétaire, fondé sur le bien commun de l'humanité et de chaque peuple, respectueux de l'histoire, de l'environnement et de l'évolution de chacun. Car même au sein des sociétés avancées, un petit nombre s'accapare la part du lion, laissant des miettes pour la co-construction d'un avenir heureux pour tous et pour toutes. Faire de l'argent ne peut pas être la règle d'or qui nous gouverne, lorsque certains prennent plus que leur du, l'équilibre est rompu.

Yves Carrier

Dans ce numéro :

Mot du président	2
La conscience profonde	3-4
Comment retarder la fin du monde	5-6
Tuer avant de poser des questions	7-8
Manifestations en Afrique	9-11
Des nouvelles du CAPMO	12

Mot du président du CAPMO

Bonjour, je m'appelle Éric Lapointe et je suis président du CAPMO depuis quelques années. Je suis aussi impliqué au Comité de suivi du Collectif TRAAQ et je participe à la plupart des soirées mensuelles. Je siège au conseil d'administration du CAPMO depuis une dizaine d'années.

50 ans déjà que le CAPMO existe. Cela représente 500 soirées mensuelles, autant de réunions du conseil d'administration, peut-être 75 assemblées générales, de nombreux comités d'implication locale, nationale et internationale. On peut dire que nous avons fait du chemin et que Ça roule au CAPMO.

Parmi les organismes nés des différentes tables de concertation auxquelles nous avons participé, nous pouvons mentionner le Carrefour Cardijn où sont logés 9 organismes, le Collectif pour un Québec sans pauvreté avec sa loi pour l'élimination de la pauvreté adoptée à l'Assemblée nationale du Québec, le REPAC 0312, l'Engrenage Saint-Roch, l'Ilot fleuri, le Réseau du Forum social, le Comité Québec Amérique centrale, la Coalition Romero, la CDEC de Québec, et bien sûr le Collectif TRAAQ qui a permis d'obtenir une tarification sociale du transport en commun à Québec dont 15 000 personnes bénéficient à chaque mois.

Cette année, de nombreuses activités spéciales ont eu lieu dans le cadre du 50^{ème} anniversaire.

En octobre 2024, nous avons lancé un livre sur la présence des prêtres ouvriers dans Saint-Jean-Baptiste, dont plusieurs sont les fondateurs du CAPMO. L'aventure fraternelle des capucins dans le Faubourg Saint-Jean-Baptiste est le titre du livre.

En novembre, nous avons accueilli une délégation de 5 juristes colombiens accompagnée d'un membre du

syndicat minier d'Antioquia, ASOMICOPRO, d'un village qui se nomme étrangement St-Roque.

Le 23 mars 2025, nous avons organisé l'Événement Romero en solidarité avec le peuple palestinien. 65 personnes étaient présentes.

Le 7 mai, au Centre Jacques-Cartier, nous avons organisé et animé une soirée mensuelle avec d'autres organismes partenaires intitulé : La Ville que nous voulons, qui a abordé des enjeux liés à la mobilité, à la démocratie, à l'environnement et à l'itinérance à Québec.

Alors je tien à vous souhaiter un bon brunch pour le 50^{ème} anniversaire du CAPMO qui de fait aura lieu en septembre 2025, ce qui fait que nous pourrons célébrer une année encore.

Longue vie au CAPMO



Réchapper le réprimé : la conscience profonde

Par Leonardo Boff,

Amerindia, 1 juin 2025

Parmi les nombreuses crises qui dévastent notre civilisation, la crise de la conscience éthique et morale est indubitablement l'une des plus graves. Il y a des analystes qui considèrent l'éclipse de l'éthique comme l'une des causes des impasses actuelles, du désespoir et d'une angoissante question : Si nous suivons la tendance présente qui réprime la conscience éthique et avec elle le sens de la coresponsabilité pour « une communauté globale pour une destinée commune de toute l'humanité », pour employer une expression fréquente dans la bouche de Xi Jinping, président chinois, nous pourrions, par notre faute, arriver à une situation extrêmement grave, éventuellement final de notre existence sur cette planète. Nous ne prétendons pas nous attarder sur cette ligne de pensée avec toute la plausibilité qu'elle renferme. Notre propos est plus simple : dans des moments de grandes perplexité, d'érosion des utopies et d'incertitudes sur le destin qui nous attend, il est urgent de revenir aux fondamentaux d'où surgit la conscience éthique en les redéfinissant pour les temps actuels.

Je prends comme référence deux concepts grecs, puisque c'est en Grèce, au milieu d'une grande crise du passage de la vision mythique à la vision rationnelle, avec les grands philosophes comme Platon et Aristote et les dramaturges comme Sophocle, Euripide et Eschyle, où s'élabora la philosophie et la pensée éthique, valides aujourd'hui encore. Les catégories sont grecques, mais elles touchent une valeur universelle : le "daimon" et l'

"Éthos".

Pour commencer il serait bon de clarifier que "daimon" n'a rien à voir avec le démon. Au contraire, c'est l'ange bon et protecteur. Le "daimon" pour les Grecs classiques est synonyme de la conscience profonde et intérieure (syneidesis), cette voix qui jamais ne se tait, comme un juge qui nous pousse au bien et crée la mauvaise conscience pour le mal que nous avons provoqué. Il appartient à la nature humaine tout comme l'intelligence et la volonté.

Socrate, qui toujours se laissait guider par cette voix intérieure, l'appelait : "la voix prophétique à l'intérieur de soi qui provient d'une puissance supérieure" ou également "signe de Dieu". Plus tard, le grand penseur Sénèque considérait la conscience intérieure comme le siège où habitait Dieu. Filon d'Alexandrie, aussi grand philosophe, voyait dans la conscience la présence du divin dans l'âme.

Le fait est que le "daimon" – conscience, signifie la voix de l'intériorité qui toujours nous accompagne. Nous n'avons pas le pouvoir de la faire taire. Le criminel ou le corrompu peut s'enfuir, se cacher de la justice, mais il sera toujours tenaillé par ce juge intérieur qui le condamne pour le mal qu'il a fait et ne le laisse pas tranquille. Ou encore, ce sentiment vif et profond qui se réjouit de la générosité que nous avons eu pour un habitant de la rue. Nous portons tous la "conscience-daimon" par le simple fait d'être des humains avec un esprit, une subjectivité et un libre-arbitre, hommes et femmes, capables de faire des choses horribles (même les plus cachées) ou des choses honorables qui nous gratifient.

“Éthos” est un concept grec duquel provient le mot éthique. Éthos signifie la demeure humaine, non simplement l’édifice matériel. La demeure doit être comprise existentiellement comme cet espace travaillé par nous qui nous protège et à l’intérieur duquel nous vivons et nous cohabitons, où nous nous répartissons les différents espaces, le salon, les chambres à coucher, la cuisine et les espaces de rangement.

Toute demeure-éthos doit avoir sa bonne atmosphère qui fait que nous nous sentons “chez-nous”, particulièrement lorsque nous rentrons du travail ou d’un voyage. C’est là qu’existe le coin sacré (le lieu de la divinité Hestia, protectrice de la demeure), où nous conservons nos photos et nos précieux souvenirs, la chandelle qui brûle ou les saints de notre dévotion. À l’éthos-demeure appartiennent les soins et les bonnes relations avec les voisins.

Heracleite, philosophe génial présocratique (500 ans avant l’ère chrétienne), réunit les deux mots dans l’aphorisme 119 : “L’éthos est le daimon de l’être humain” c’est-à-dire “la demeure de l’ange protecteur de l’être humain”. Cette formule contient la clé d’une construction éthique exprimée dans des termes simples et pratiques, valide pour les temps sombres que nous traversons.

Être fidèle à cet ange bienveillant fait que nous sommes bien dans la demeure, individuelle, communautaire, sociale, nationale, planétaire, la Maison commune. Tout ce que nous faisons pour que nous puissions être bien ensemble (la félicité) est éthique et bon, l’opposé est antiéthique et mauvais.

Néanmoins, dans notre histoire, il y a une espèce de tragédie: le daimon a été pratiquement réprimé et

oublié. À sa place, les philosophes anciens cités ou les modernes, comme les promoteurs de la morale chrétienne ou comme Kant et d’autres, ont mis en place des systèmes éthiques, avec des principes et des normes morales considérés comme universels, valides pour tous, en toutes circonstances, sans tenir compte des singularités de chaque culture et des différentes époques. Mais indépendamment de ces facteurs changeants, la voix de la bonne conscience ne cesse de parler et de se faire présente à la marge de notre volonté, même lorsqu’elle est confondue avec les mille autres voix qui se font entendre dans la société. Si nous voulons une révolution éthique durable, nous devons libérer le “daimon”- la conscience recouverte des cendres de notre égoïsme, du consumérisme et de l’esprit de médisance et de brutalité au sein des relations personnelles et sociales.

Pour remplacer notre paradigme inhumain par un autre libérateur, nous devons commencer par ausculter le “daimon” de nouveau et prendre au sérieux l’“éthos” comme demeure non seulement personnelle sinon planétaire. À la fin, c’est le sens commun éthique. Il nous suggèrera comment ordonner la demeure qu’est la citoyenneté, l’État et la Maison commune planétaire. Nous n’avons pas d’autre choix.

Écouter le “daimon” et cultiver l’“éthos” qui affectent chaque personne universellement, peut apporter une certaine paix générale et faire surgir une attitude de respect envers la nature et une éthique du soin de la Maison commune. Cela pourrait nous sauver. Et alors pourra émerger une réconciliation générale entre les hommes et avec la nature.

Traduit de l’espagnol par Yves Carrier

Comment retarder la fin du monde : une spiritualité écologique

Par Leonardo Boff,

Amerindia, 8 juin 2025

Dans l'encyclique *Fratelli Tutti*, le pape François propose une alternative au paradigme dominant du dominus (maître et seigneur), dans lequel l'être humain se situe à l'extérieur et au-dessus de la nature, disposant d'elle selon son bon vouloir, comme s'il en était le propriétaire. Cette vision se trouve à la racine de la crise mondiale actuelle. Face à cela, le pape François propose le paradigme du **frater** (frère et sœur), de l'être humain faisant partie de la nature, et pour cela, frère et sœur de tous les autres êtres créés par la Terre-Mère. La fraternité universelle est accompagnée par l'amour social et le soucis permanent pour la préservation de la Terre-Mère.

Ce passage est une manière de trouver une sortie à la crise actuelle qui menace le futur de notre civilisation. Pour parcourir le chemin de la fraternité universelle et de l'amour social, nous avons besoin d'une éthique de la protection de la Terre-Mère et de tous ses fils et filles. Mais avoir une éthique ne suffit pas. Nous devons aller plus profond, là où peuvent surgir de nouvelles idées salvatrices. C'est la spiritualité, comme l'a bien vue l'encyclique *Laudato Si* du pape François. Il y est écrit que nous devons évoquer " des motivations qui surgissent de la spiritualité pour alimenter une passion pour le soin du monde. » (n.216).

Qu'il soit clair que la spiritualité n'est pas le synonyme de religiosité. Même si la religiosité peut accroître la spiritualité, celle-ci naît d'une autre source, de la profondeur de l'être humain. Aujourd'hui, de nombreux penseurs sérieux et scientifiques voient la spiritualité comme une dimension essentielle de l'être humain, à l'égal que la corporalité, la psyché, l'intelligence, la volonté et l'affectivité.

Des neurolinguistes, les nouveaux bio-anthropologues et d'éminents cosmologues comme Brian Swimme, David Bohm et des biologistes comme Watson et Collins, entre autres, reconnaissent que la spiritualité appartient à l'essence humaine. Nous sommes naturellement des êtres spirituels, même si nous ne sommes pas explicitement religieux. C'est pourquoi nous parlons particulièrement aux États-Unis et dans la nouvelle science de la spiritualité naturelle qui doit être vécue à toutes les phases de la vie, en commençant par l'enfance.



Cette partie spirituelle en nous se révèle par la capacité d'aimer, la solidarité, la coopération, la compassion, la communion et la totale ouverture à l'autre, à la nature, à l'univers, en un mot à l'Infini. La spiritualité nous permet de percevoir que derrière chaque chose, existe une Énergie puissante et aimante qui soutient tout et le maintient ouvert à de nouvelles formes dans le processus de l'évolution. Certains cosmologues l'appellent la Source originelle de tout être. Je préfère l'expression : L'Être qui fait être tous les êtres.

Certains neurologues ont identifié un phénomène exceptionnel. À chaque fois qu'ils abordent des thèmes associés à Dieu ou au Sacré, dans le lobe frontal des cerveaux observés, il se produit une accélération extraordinaire des neurones de 9 à 30 hertz. Ce sont eux, non les théologiens, qui l'appelèrent « le point Dieu du cerveau ». Ainsi, tout comme nous avons des organes extérieurs grâce auxquels nous pouvons appréhender la réalité environnante, les yeux, les oreilles, la peau, nous avons un organe intérieur, c'est un avantage de notre évolution, pour percevoir cet Être qui soutient tous les êtres, l'Énergie mystérieuse qui nous maintient dans l'existence.

Cette dimension spirituelle de notre nature a été étouffée par notre culture qui vénère davantage l'argent que la nature, la consommation individuelle que le partage, qui est plus compétitive que coopérative, qui préfère l'usage de la violence au dialogue pour résoudre les conflits et qui recourt à la menace et à l'usage éventuel d'armes de destruction massive. Mais ce sont les valeurs associées au frater, à la fraternité universelle, qui embrassent la nature et l'humanité qui peuvent sauver la vie.

Puisque nous sommes des êtres spirituels, nous pouvons nous rendre compte des torts que nous causons à la Maison commune. Devant le danger de disparaître, existe la possibilité que nous fissions un saut dans notre conscience et que nous établissions une nouvelle relation d'amour, d'empathie et de conservation de la terre et de tous les autres êtres.

Le grand penseur français Edgar Morin, toujours préoccupé par la situation écologique de la Terre, affirme : « L'histoire a démontré à plusieurs reprises que l'émergence de l'inespéré et l'apparition de l'improbable sont plausibles et qu'ils peuvent changer le cours des événements ». Comme a dit un présocratique : « Espère l'inespéré parce que c'est là que peut apparaître le nouveau. » Nous sommes attentifs à l'inespéré et à l'improbable parce qu'ils peuvent être plausibles et nous indiquer un nouveau cours salvateur pour la Terre, notre Mère à tous et notre Maison commune.

En vérité, nul ne peut dire vers où se dirige la situation actuelle de la Terre, convulsionnée par la dispute entre un monde unipolaire dominé par les États-Unis et le monde multipolaire avec la Chine, la Russie et les BRICS comme principaux acteurs. Il existe le danger d'une détérioration de la situation actuelle et que la guerre commerciale de Trump se termine par une guerre réelle qui serait terrifiante pour la biosphère et la vie humaine.

Traduit de l'espagnol par Yves Carrier

Trump, éclats d'obus et spectacle : tuer avant de poser des questions

Par Eva Maldonado* – Diario16

Others News, 3 septembre 2025

Le président américain revendique la responsabilité d'un attentat dans les Caraïbes contre de présumés « narco-terroristes » vénézuéliens comme s'il s'agissait d'un jeu vidéo, tout en ravivant les fantômes de la sale guerre sous couvert de guerre anti-drogue.

Sous le slogan « ordre et châtiment », Donald Trump laisse des cadavres dans les Caraïbes et lance un avertissement au monde : la politique étrangère américaine est une fois de plus une question de force, et non de loi.

Donald Trump confirme ce que beaucoup craignaient : la diplomatie est une fois de plus reléguée aux oubliettes, tandis que la puissance militaire prévaut comme boussole du gouvernement. Cette fois, la scène se déroule dans la mer des Caraïbes, où une opération militaire – présentée comme une opération chirurgicale contre le trafic de drogue – a fait onze morts à bord d'un navire en provenance du Venezuela. Ni tribunal, ni enquête, ni preuve : juste un décret présidentiel, une explosion filmée et les applaudissements des faucons.

Trump n'a pas hésité à qualifier les victimes de « terroristes », sur le ton monotone de celui qui, il y a des années, avait banalisé les discours de haine. L'opération, menée par le Commandement Sud des États-Unis, a été présentée comme un avertissement au crime organisé, mais son histoire rappelle d'autres décennies, d'autres guerres, d'autres présidents qui ont eux aussi confondu justice et vengeance.

Une doctrine sans loi

Trump a affirmé que l'attaque visait des membres du Tren de Aragua, un groupe considéré par Washington comme une organisation terroriste. Le navire, selon la version officielle, transportait « d'importantes quantités de drogue », bien qu'aucune preuve vérifiable n'ait été présentée. On ignore également les noms des victimes, ni si des tentatives d'abordage ont eu lieu, ni les raisons de la décision de tuer tous les occupants par le sang et le feu au lieu de les arrêter et de les poursuivre en justice. Le président a préféré diffuser une vidéo de l'attentat sur Truth Social, accompagnée d'une phrase digne d'une émission de télé-réalité : « *Que ceci serve d'avertissement* . »

Ce n'est pas la première fois que Trump confond l'usage de la force avec une démonstration de pouvoir, mais c'est la première fois depuis le début de son mandat qu'il autorise une opération meurtrière sans contrôle judiciaire, sans débat parlementaire et sans soutien international. Un précédent dangereux qui normalise l'idée que l'assassinat préventif est un outil légitime de l'État.

Par cette action, Trump consolide une doctrine unilatérale qui ignore la légalité internationale et les traités multilatéraux et s'appuie sur des discours de peur et de contrôle absolu de l'ennemi extérieur. Tout cela alors que l'opposition intérieure est délégitimée, perçue comme antipatriotique, et que la presse critique est discréditée, perçue comme ennemie du peuple.

Maduro, le prétexte parfait

Que le navire provienne du Venezuela n'est pas anecdotique. À son retour à la présidence, Trump a ravivé son hostilité envers le gouvernement de Nicolás Maduro, le transformant en ennemi utile pour justifier des manœuvres militaires, de nouvelles sanctions et des gestes de force visant un électorat qui applaudit le simple langage de la punition.

Mais la politique étrangère ne doit pas être un terrain d'expérimentation pour les frustrations intérieures ni un cirque électoral permanent. La décision de tuer sans procès, sans contexte et sans droit international est, plus qu'une stratégie de sécurité, un spectacle d'impunité aux conséquences incalculables.

Trump cherche à légitimer son pouvoir par des opérations médiatiques à fort impact. L'attentat des Caraïbes n'est pas seulement une action militaire ; c'est un signal envoyé à sa base, une provocation calculée envers le reste du monde et un mépris total du droit à la vie et à une procédure régulière.

Le prix de la testostérone géopolitique

Au-delà des frontières des États-Unis, cette action suscite l'inquiétude des organisations internationales, des défenseurs des droits humains et des gouvernements latino-américains. Avec la même arrogance dont il a fait preuve lors de son premier mandat, Trump ressuscite la logique des « zones d'influence » et utilise l'armée comme une force de police mondiale. La violence préventive et la logique d'extermination s'infiltrant à nouveau dans les administrations, comme s'il s'agissait d'instruments de l'État.

L'opération ravive également les échos d'un impérialisme d'un autre siècle, où les corps qui tombent importent moins que le récit construit autour d'eux. Et, comme souvent, les morts ont toujours le même profil : nés loin, pauvres, sans voix, et désormais aussi qualifiés de « terroristes » avant même que leurs familles puissent réclamer leurs restes.

Cette dérive guerrière, qui mêle autoritarisme, populisme et racisme structurel, ne doit pas être vue comme les excès d'un dirigeant erratique, mais plutôt comme la consolidation d'un modèle de pouvoir violent, sexiste et antidémocratique qui a besoin d'ennemis pour survivre.

L'histoire nous a appris que les régimes qui gouvernent par la peur et la force non seulement détruisent les autres, mais finissent par ronger les libertés de ceux qui les applaudissent. Durant son nouveau mandat, Donald Trump n'a pas manqué de nous rappeler que sa politique étrangère ne recherche pas la paix, mais l'obéissance.

Étant donné l'impunité avec laquelle ces opérations sont menées, on peut se demander combien d'autres seront nécessaires avant que la communauté internationale cesse de regarder ailleurs. Car lorsqu'un président transforme la mort en déclaration politique, le silence complice est aussi une forme de violence.

**Eva Maldonado, rédactrice chez Diario16, conseillère de la présidence de la Conférence euro-centraméricaine.*

Traduit de l'espagnol par l'IA

Manifestations massives en Afrique contre les nouvelles mesures du FMI

Par Nacho Ibáñez* – Diario Red

Others News, 2 septembre 2025

Les programmes d'ajustement imposés par Washington sont à nouveau au centre des débats, devenant l'une des principales raisons des manifestations massives de ces dernières années dans des pays comme le Kenya, l'Angola et le Nigéria.

Durant les années 1980 et 1990, le continent africain a été l'un des principaux bénéficiaires des plans d'ajustement structurel mis en place par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. L'objectif était de remédier à l'incapacité de nombreux pays à rembourser leurs immenses dettes en imposant des mesures drastiques de réduction des dépenses publiques, de libéralisation de l'économie et de privatisations massives. Les conséquences furent dévastatrices : hausse de la pauvreté et des inégalités, et démantèlement des services publics.

Alors que les grandes institutions économiques imposaient leur volonté aux gouvernements africains, les rues de nombreux pays sont devenues le théâtre de manifestations massives de résistance, comprenant des grèves générales, des manifestations et des actes de désobéissance, souvent réprimés avec une violence extrême. Trois décennies plus tard, le souvenir de ces années reste vif dans l'esprit de nombreux Africains, et dans un contexte de nouvelle grave crise de la dette, les programmes d'ajustement imposés par Washington – siège du FMI – sont à nouveau au cœur des débats, devenant l'une des principales raisons des grandes manifestations de ces dernières années dans des

pays comme le Kenya, l'Angola et le Nigéria.

Des dizaines de morts lors des manifestations au Kenya

Parmi ces événements, ceux qui ont probablement reçu la plus grande couverture médiatique sont ceux qui se sont produits au Kenya, en particulier lorsque les images d'une partie du parlement de Nairobi incendiée par des manifestants ont fait la une des principales chaînes d'information du monde entier en 2024. Le gouvernement de William Ruto a réagi en déployant l'armée et en utilisant des balles réelles pour disperser les manifestants.

Les manifestations étaient motivées par l'adoption d'une loi de finances imposant de nouvelles taxes sur des produits de première nécessité tels que le pain, l'huile de cuisson, les serviettes hygiéniques et les couches. Pour de nombreux Kényans, déjà durement touchés par la crise économique, ce sont une fois de plus les plus pauvres qui ont subi le plus gros des ajustements. Parmi tous les slogans et banderoles, l'un d'eux s'est démarqué : « FMI, hors du Kenya ! »

Selon le président lui-même, l'objectif était de « sortir le Kenya du gouffre financier catastrophique ». Plus précisément, une grande partie de cette dette provient du « programme de réformes » du FMI de 2021, doté de 2,4 milliards de dollars, puis porté à 3,6 milliards de dollars, décaissé en plusieurs phases en fonction du respect des conditions imposées. Sous divers euphémismes, il s'agissait des mesures habituelles : hausses d'impôts, baisses de subventions, contrôle des dépenses publiques et privatisations.

Après des semaines de soulèvement populaire et de répression brutale ayant fait plus de 50 morts, le gouvernement kenyan a été contraint de revenir sur ce projet de loi. Il a préféré procéder à d'importantes coupes budgétaires pour compenser les recettes attendues, ainsi qu'à la réintroduction de certaines des charges fiscales prévues par la loi, réparties dans différentes lois afin de les soustraire au contrôle du public. Bien qu'il soit difficile de fournir des chiffres précis, l'opposition a récemment indiqué que jusqu'à 97 % des dispositions de la loi de 2024 ont été approuvées dans les mois suivants par différents actes législatifs.

Pour le FMI, « le rejet des mesures de recettes fiscales pour des raisons de gouvernance remet en cause les efforts d'assainissement budgétaire en cours ». Autrement dit, d'une part, il a fait pression sur le Kenya pour qu'il poursuive ses plans d'ajustement et, d'autre part, il a commis une erreur en concentrant les protestations sur le gouvernement kenyan plutôt que sur ses propres revendications. Ce n'est pas totalement faux, car la réaction violente de l'État et le recul démocratique dénoncés par de nombreux Kenyans ont transformé les revendications économiques en une véritable révolte contre le gouvernement.

La preuve en a été cet été, lorsque l'arrestation d'un célèbre blogueur critique du gouvernement a encore exacerbé les tensions à l'approche des commémorations du massacre survenu un an plus tôt. Des dizaines de milliers de Kényans – dont de nombreux jeunes, interpellés par les réseaux sociaux – sont retournés dans les rues des grandes villes. La réaction des autorités kenyanes a été tout aussi brutale, voire plus, qu'en 2024, avec plus de 60 décès

recensés entre juin et juillet.

En tant qu'allié clé de l'Europe et des États-Unis en Afrique, les critiques internationales à l'encontre du gouvernement kenyan ont été minimales, se limitant à de timides déclarations d'inquiétude. Malgré cela, le Kenya est devenu un exemple emblématique de résistance populaire aux exigences du FMI et un modèle de la manière dont ces exigences peuvent, à terme, provoquer une profonde remise en cause de l'ensemble du système politique.

Cet été, l'Angola a été une nouvelle étape majeure de la résistance aux mesures imposées par les principales organisations internationales. En juillet, une grève de trois jours, appelée par les associations de taxis et de minibus à Luanda, a bénéficié d'emblée d'un large soutien populaire, s'étendant à la majeure partie du pays et se transformant en une véritable révolte contre le gouvernement. Comme au Kenya, les manifestations ont été durement réprimées, et les autorités angolaises ont elles-mêmes fait état de jusqu'à 22 morts, près de deux cents blessés et plus d'un millier d'arrestations liées aux manifestations.

L'étincelle qui a déclenché les manifestations a été la décision du gouvernement d'augmenter le prix du diesel de 33 %, une mesure qui a eu un impact considérable sur le budget de la population. Parallèlement, des secteurs comme l'agriculture et les transports dépendent fortement des subventions au diesel, qui, selon le gouvernement lui-même, représentent 4 % du PIB. L'Angola est actuellement le troisième producteur de pétrole du continent, et le pétrole représente 95 % des exportations et 60 % des recettes.

Cela l'expose fortement aux fluctuations du marché. La chute du prix du baril en début d'année a donc eu de graves répercussions sur son économie et a conduit le FMI à abaisser ses perspectives de croissance pour le pays. « L'élimination des subventions est essentielle pour assurer la consolidation budgétaire », affirme l'organisation. Le pays doit environ 3 600 millions de dollars au FMI et sa dette publique totale représente plus de 70 % de son PIB.

Fondé sur la crainte d'un défaut de paiement, le FMI se concentre sur les subventions aux carburants depuis 2023, année où l'Angola a commencé à adopter les premières mesures d'augmentation des prix du carburant. Cela a eu un impact considérable sur l'économie nationale des Angolais, qui sont descendus massivement dans la rue ces dernières années. L'imposition de mesures extérieures renforce à son tour le sentiment d'injustice, car les plus vulnérables supportent à nouveau le poids d'une dette que beaucoup considèrent comme illégitime.

Parallèlement, les grandes entreprises et les élites liées au gouvernement continuent d'engranger d'énormes profits grâce au pétrole, accentuant ainsi les inégalités. Tout cela crée un mécontentement social plus large qui ne se limite pas à des questions économiques spécifiques, mais rejette un modèle de gouvernance global dirigé par le même parti depuis 1975 et qui perpétue la concentration des richesses entre quelques mains.

Le Nigéria est un cas très similaire, où les politiques d'ajustement du FMI ont également mis l'accent sur les subventions aux carburants. Il s'agit du premier producteur de pétrole du continent, même si la suppression des subventions a transformé le

carburant en un luxe pour de nombreux Nigériens. Les conséquences de cette mesure ont été très lourdes pour de nombreux citoyens, entraînant une hausse spectaculaire du coût de la vie et une baisse significative du pouvoir d'achat. Les manifestations ont été rapides et une grande partie de la société nigériane est descendue dans la rue durant l'été 2024. La réaction a été similaire : selon Amnesty International, jusqu'à 24 personnes auraient été tuées par des tirs de la police.

Des situations similaires ont été observées dans de nombreux pays africains, révélant une situation remarquablement similaire à celle de la fin du siècle. Les politiques d'ajustement sont perçues comme une imposition extérieure et une perte de souveraineté, alimentant un malaise social généralisé, mêlant revendications économiques, de justice sociale et démocratiques, ainsi qu'un mécontentement envers le système politique. Avec une population très jeune et l'utilisation généralisée des réseaux sociaux, ces protestations connaissent aujourd'hui un regain d'intensité. Il convient donc d'être vigilant quant à leur impact sur l'ensemble du continent.

**Nacho Ibáñez, diplômé en géographie et en histoire et titulaire d'une maîtrise en culture et pensée noires, écrit sur l'Afrique et le Moyen-Orient pour des publications telles que Descifrando la Guerra, La Directa et África Mundi.*

Traduit de l'espagnol par l'IA

Des nouvelles du CAPMO

Soirée mensuelle du CAPMO

Le Théâtre de l'opprimé

18 septembre 2025, 18 h 30 au 2ème étage du 435 rue du Roi à Québec

Assemblée générale du CAPMO

Vendredi 26 septembre de 9 h 30 à 15 h 30

2ème étage du 435 rue du Roi à Québec

Grande marche pour la justice sociale et climatique

Samedi 27 septembre 2025 à Québec

Rassemblement à 13h au Parc de l'Amérique française

Activités associées à la Marche mondiale des femmes à Québec

Ateliers, kiosques interactifs, conférences

Vendredi 17 septembre au Patro Laval de 9 h à 17 h

Et devant l'Assemblée nationale samedi 18 octobre au matin

Soirée mensuelle du 23 octobre 2025

La couverture des besoins de base et nos milliards dans l'échelle des revenus

Du carrefour de savoirs sur les finances publiques (1998) à Statistique Canada (2025)

Soirée animée par Vivian Labrie